

# « La citoyenneté européenne a dissocié le citoyen du national »

Entretien avec Catherine de Wenden, directrice de recherche au Centre d'études et de recherches internationales (Science Po Paris)

*La notion de citoyen n'est pas claire et semble même devenir de plus en plus floue et contestée. Qu'est-ce donc qu'un citoyen ?*

Catherine de Wenden : Un citoyen est caractérisé par ses droits et devoirs vis-à-vis de l'État. Il est citoyen par le droit, c'est-à-dire par la nationalité qu'il a, mais aussi par la participation politique. Sans participation, il n'y a pas vraiment un exercice de la citoyenneté.

*Dans son discours « Qu'est-ce qu'une nation », tenu en 1882, Ernest Renan caractérise la nation par « le désir de vivre ensemble ». Ce vivre ensemble n'est-il pas aujourd'hui l'essence de la citoyenneté ?*

C. d. W. : Le vivre ensemble devrait être au centre d'une nouvelle citoyenneté. Or dans le contexte de la crise économique, des quantités de ruptures de la cohésion sociale portent atteinte à la citoyenneté : toutes formes d'exclusions, de discriminations et de communautarismes. Ce projet politique du vivre ensemble ne pourra être assuré qu'en progressant dans la conquête de nouveaux droits, comme l'élargissement du droit de vote aux étrangers. L'exclusion nourrit chez ceux qui la subissent un communautarisme, parce qu'ils ont le sentiment de ne pas être à un pied d'égalité dans ce projet du vivre ensemble décrit par Renan.

*La citoyenneté européenne – introduite par le traité de Maastricht – a-t-elle redéfini le lien entre citoyenneté et nationalité ?*

C. d. W. : La citoyenneté européenne a dissocié le citoyen du national. Que les Européens puissent être à la fois électeurs

---

**La citoyenneté européenne souffre d'un déficit d'imaginaire collectif. Il y a un besoin de mise en scène de la citoyenneté**

---

et éligibles aux élections locales et européennes dans un pays dont ils n'ont pas la nationalité, c'est un progrès considérable. Ce lien entre nationalité et citoyenneté n'a rien d'immuable. Dans le passé, il y a eu beaucoup de nationaux qui n'étaient pas citoyens. C'était le cas des femmes, des populations coloniales, des militaires et de ceux qui perdaient leurs droits civiques à cause d'une condamnation pénale. Maintenant, avec l'intégration européenne, surgissent des catégories nouvelles de citoyens, qui ne sont pas des nationaux.

*Chaque nouvelle définition de la citoyenneté ne risque-t-elle pas d'entraîner à son tour de nouvelles exclusions ? Par exemple la citoyenneté européenne n'exclut-elle pas les non-communautaires ?*

C. d. W. : L'introduction de la citoyenneté européenne a en effet hiérarchisé la population entre les nationaux, les Européens et les extra-communautaires. La citoyenneté européenne est fondée sur la réciprocité des droits entre les citoyens des pays européens. Il s'agit d'une citoyenneté qui découle d'un traité et non pas d'un projet constitutionnel de vivre ensemble. D'autre part, elle dépend de la possession de la nationalité d'un des États membres et de la façon dont ceux-ci distribuent l'accès à la nationalité.

*Il s'agit donc d'une citoyenneté attribuée, mais pas forcément vécue...*

C. d. W. : Disons, la citoyenneté européenne souffre non seulement des conditions de sa naissance, mais aussi d'un déficit d'imaginaire collectif. Il y a un besoin de mise en scène de la citoyenneté, qui a été faite pour la nation avec les fêtes et les symboles nationaux. Il reste de nombreuses niches d'expression nationale, voire nationaliste, qui mettent en péril le grand projet de citoyenneté européenne au sens politique du terme.

*Est-ce qu'on peut s'imaginer qu'il y ait à l'avenir différents niveaux de citoyenneté ?*

C. d. W. : Toutes les enquêtes et les sondages sur la citoyenneté montrent qu'il



n'y a pas concurrence entre se sentir européen et se sentir national. Au contraire, les gens sont d'autant plus participants à l'échelon national (en termes p.ex. de participation électorale) qu'ils sont citoyens européens. Le niveau d'éducation joue un rôle important. La mise en concurrence concerne plutôt des personnes qui sont peu éduquées et se sentent exclues. Elles se replient alors sur des identités très étroites, qu'elles soient nationales ou encore plus limitées. Plus les gens voient et vivent dans un espace large, plus ils vont s'identifier comme citoyens et participer à l'échelle nationale et européenne. On peut imaginer plusieurs niveaux de citoyenneté qui ne sont pas concurrents, mais cumulatifs. Aujourd'hui déjà, de plus en plus de citoyens ont des allégeances multiples, parce qu'ils ont acquis la double nationalité.

*Le fait d'accorder aux étrangers le droit de vote au niveau local favorise-t-il leur intégration ?*

C. d. W. : Le Luxembourg a une forte cohésion sociale et la décision d'accorder aux étrangers le droit de vote aux élections locales va dans ce sens. Sinon, le Luxembourg avec ses 43 % d'étrangers finirait par ressembler aux pays du Golfe avec, d'un côté, des gens qui sont les habitants et, de l'autre, ceux et celles qui viennent y travailler. La démarche du Luxembourg,

de ce point de vue là, est tout à fait excellente, comme message de tentative de vivre ensemble, de cohésion sociale et d'égalité des droits. Beaucoup de pays européens devraient prendre exemple sur le Luxembourg et ouvrir également le droit de vote local aux non-communautaires.

*Depuis 1975, la Nouvelle-Zélande va plus loin encore et accorde le droit de vote actif à tous les résidents permanents. Un autre exemple que l'on pourrait citer est le Chili. Cette citoyenneté de résidence est-elle actuellement discutée dans d'autres pays ?*

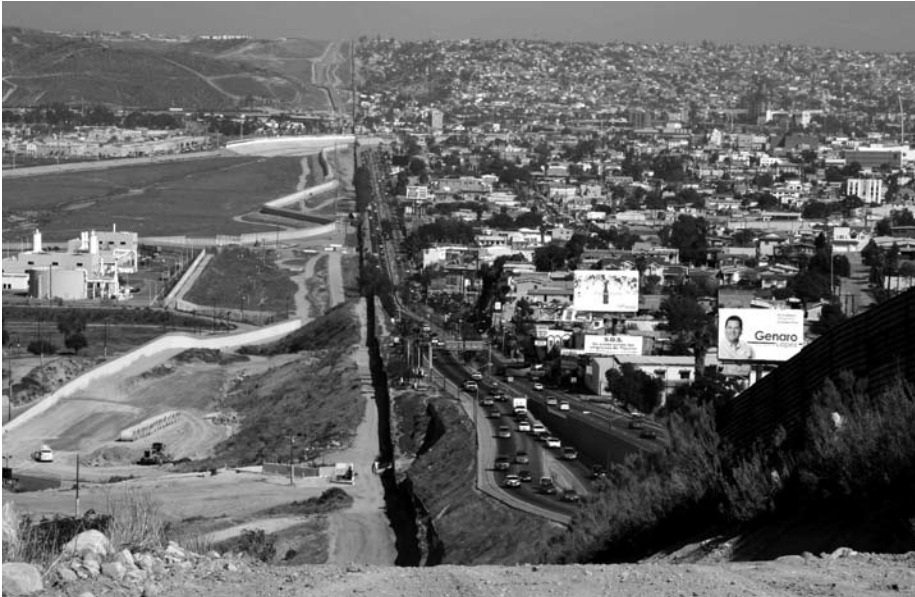
C. d. W. : Je pense que c'est une très bonne initiative qui permet d'incorporer plus rapidement les nouveaux-venus, de faire politique et de créer la communauté des citoyens. Pourtant, elle se limite aux pays que vous venez de citer. En général, les pays d'immigration, qui dépendent de l'immigration dans le présent, mais aussi à l'avenir, sont peut-être plus ambitieux. Par contre, des pays comme la France se sont longtemps voilés la face et ont du mal à se considérer comme pays d'immigration. Si on n'explique pas aux gens que l'immigration fait partie de leur quotidien, qu'ils en sont issues et que c'est leur avenir, il n'y aura pas de prise de conscience de la nécessité de partager la citoyenneté avec les nouveaux-venus. Et cela, c'est un des maux français.

*Ce mal concerne bien d'autres pays...*

C. d. W. : Oui, tout à fait. L'Allemagne était le premier pays d'immigration en Europe, mais n'a pas progressé sur les droits politiques des étrangers, malgré la création dans le passé de parlements d'étrangers. L'Italie est devenue le troisième pays d'immigration en Europe et n'a pas bougé sur l'accès à la nationalité et n'a pas non plus mis en œuvre le droit de vote des étrangers au niveau local.

*C'est en facilitant l'accès à la nationalité que le gouvernement luxembourgeois essaie d'élargir la participation politique. Est-ce suffisant ?*

C. d. W. : On peut envisager de favoriser le droit de vote local et l'éligibilité locale, ce qui permet de mieux installer la citoyenneté de résidence. On veut arriver à ce que les gens se sentent davantage citoyens dans leur commune et puissent prendre part aux décisions quotidiennes qui les concernent. En France, il existe des communes où la légitimité des maires est limitée, parce qu'il y a une très forte proportion d'étrangers qui ne votent pas. D'un autre côté, la question est, si, pour des enjeux nationaux, on ne peut pas envisager que les gens prennent la nationalité et donc qu'on facilite l'accès à la nationalité pour ceux qui le souhaitent, ce qui n'est pas toujours le cas. Car il n'y



Frontière entre les États-Unis et le Mexique

a pas d'effet de compensation entre, d'un côté, le fait d'ouvrir la nationalité tout en restant restrictif sur le droit de vote local, et, de l'autre, le fait d'accorder le droit de vote, mais en restant restrictif en ce qui concerne la nationalité. Le droit de vote, c'est une chose, et on peut discuter s'il doit être national ou local. L'accès à la nationalité en est une autre ; c'est la décision de devenir un nouveau national. Mais certaines gens, pour des raisons historiques qui sont liées aux conditions d'indépendance de leur État, comme p. ex. l'Algérie, ont peut-être des réticences à acquérir la nationalité de l'ancien colonisateur. C'est tout à fait légitime et ce n'est pas pour autant que ces gens doivent être exclues des décisions locales qui les concernent dans leur vie quotidienne.

*Le Premier ministre luxembourgeois, Jean-Claude Juncker, s'étonne du faible taux de participation des étrangers aux élections communales. Est-ce un argument pour leur refuser le droit de vote ?*

C. d. W. : Non, je ne pense pas que ce soit un argument, parce qu'il y a aussi des catégories sociales de nationaux qui sont dans le même cas en France. Je pense notamment aux jeunes à faible niveau d'éducation qui sont massivement abstentionnistes. Pourtant, personne n'envisage de leur retirer le droit de vote. On espère qu'ils l'exerceront davantage dans l'avenir.

*Si on introduisait la citoyenneté de résidence, quelles questions politiques relèveraient alors de la nationalité ?*

C. d. W. : Les enjeux nationaux : des questions de sécurité, des questions économiques d'intérêt national. À mon avis, ces

---

**Ce qui se joue aujourd'hui, c'est le découpage en grands espaces régionaux. Ces espaces se constituent par des réseaux transnationaux d'hommes et de femmes.**

---

enjeux ne doivent être discutés que par les nationaux parce qu'ils ne concernent pas uniquement la participation à la vie quotidienne. Il faut s'investir, se considérer comme un citoyen national pour pouvoir voter, pour pouvoir solliciter l'éligibilité. Pour cette citoyenneté-là, la nationalité doit être la condition. Au niveau local, on peut s'étonner en revanche que des Européens, qui vivent dans des communes depuis peu de temps, puissent voter et être élus, alors que des gens qui sont là depuis trente ans ne puissent ni voter ni être élus. Le discours des élus serait sans doute différent si les étrangers non-communautaires faisaient partie du corps électoral. Sans oublier qu'il y a une certaine utilisation de leur absence notamment dans le discours de l'extrême-droite...

*Est-ce que des valeurs communes peuvent constituer le fondement pour une nouvelle citoyenneté, comme cela fut le cas pour la nation française en 1789 ?*

C. d. W. : Oui, il y a des valeurs communes en France, mais elles ne sont pas toujours respectées ! Ces valeurs, c'est notre emblème « liberté, égalité, fraternité ». Le problème est de mettre en œuvre ces principes. Ceux qui se révoltent dans les banlieues, disent souvent qu'ils ont le sentiment que ces valeurs – notamment l'égalité et la fraternité – ne sont pas respectées. Pour fonder une nouvelle citoyenneté, il faudrait un vrai projet politique qui soit construit avec les étrangers. Parfois ce sont aussi des projets politiques en-deçà de l'État, comme p. ex. le nation-building catalan. Celui-ci se construit avec l'immigration, parce que la Catalogne est une grande région d'immigration. Elle projette donc de construire sa communauté politique en y incluant l'immigration.

*Quel sera à l'avenir la place de l'État-nation dans un monde globalisé ?*

C. d. W. : Ce qui se joue aujourd'hui dans le monde, c'est, d'une part, le découpage en grands espaces régionaux. À travers le monde, il y a à peu près une dizaine de ces espaces qui ne correspondent pas nécessairement aux continents. Par exemple, on a l'espace euro-méditerranéen ou encore l'espace États-Unis-Mexique. Ces espaces ne sont pas reconnus institutionnellement, mais ils se constituent par des réseaux transnationaux d'hommes et de femmes. Il faut encourager le découpage du monde en ces espaces multipolaires, dans lesquels on pourrait imaginer davantage de liberté de circulation. Ainsi les liens humains qui construisent ces espaces seraient reconnus à leur juste valeur. D'autre part, le monde est de nos jours beaucoup plus fluide, que le monde des États de hier. La fluidité permettra de limiter les grandes lignes de frustration et de construction identitaires diverses qui sont à l'origine de violences internes et internationales.

*Je vous remercie pour cet entretien ! ♦*

(Entretien mené le 18 janvier 2013. LS)